



Département des Pyrénées-Atlantiques

## VILLE D'OLORON STE-MARIE

# ARRÊTÉ DU MAIRE RECRUTEMENT DE MONSIEUR JESUS ALFOS EN QUALITÉ D'AGENT RECENSEUR POUR L'ENQUÊTE DE RECENSEMENT 2026

**ARR\_25\_55**

**LE MAIRE DE LA COMMUNE D'OLORON SAINTE-MARIE,**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** la loi n°2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité, et notamment son titre V,

**Vu** le décret n° 2003-485 du 5 juin 2003 relatif au recensement de la population,

**Vu** le décret n°2003-561 du 23 juin 2003 portant répartition des communes pour les besoins de recensement de la population,

**Vu** l'arrêté ministériel du 5 août 2003 fixant l'échéancier de la préparation et de la réalisation des enquêtes de recensement,

**Vu** la délibération du Conseil Municipal du 10 décembre 2025,

**Vu** la candidature de l'intéressée,

### **ARRETE :**

**ARTICLE 1er :** Monsieur Jésus ALFOS est désigné comme agent recenseur pour l'opération qui se déroulera en 2026 sur le territoire de la Commune d'Oloron Sainte-Marie, du 15 janvier 2026 au 21 février 2026.

**ARTICLE 2 :** Il sera chargé, sous l'autorité de la coordinatrice :

- de distribuer et collecter les questionnaires à compléter par les habitants des zones qui lui sont assignées,
- de vérifier, classer, numéroté et comptabiliser les questionnaires recueillis dans les dites zones tout en veillant à se conformer aux instructions de l'INSEE.

Pour accomplir sa mission, il sera muni d'une carte conforme au modèle fixé par arrêté ministériel et signé par le Maire.

**ARTICLE 3 :** Il s'engage à suivre la formation préalable prévue les mercredis 7 janvier 2026 de 9h30 à 12h30 et 14 janvier 2026 de 9h à 12h à LONS, portant sur les conditions d'exécution des enquêtes de recensement.

**ARTICLE 4 :** Il devra, sous peine de sanctions prévues par la loi du 7 juin 1951 modifiée sur le « secret statistique », tenir pour strictement confidentiels les renseignements individuels dont il pourra avoir connaissance du fait de ses fonctions.

**ARTICLE 5 :** Il sera rémunéré selon les modalités définies par le Conseil Municipal dans sa séance du 10 décembre 2025.

**ARTICLE 6 :** S'il ne peut achever les travaux de recensement qui lui sont confiés, **Monsieur Jésus ALFOS** est tenu d'avertir par écrit la Mairie dans les 24 heures et de remettre immédiatement à la Mairie tous les documents en sa possession, faute de quoi il peut faire l'objet de poursuites devant les tribunaux compétents.

**ARTICLE 7 :** Il est formellement interdit à **Monsieur Jésus ALFOS** d'exercer, à l'occasion de la collecte des bulletins de recensement, une quelconque activité de vente ou de placement auprès des personnes avec lesquelles son activité d'agent recenseur la met en relation.

**ARTICLE 8 :** Le licenciement, quel qu'en soit le motif, ne donne pas lieu à indemnisation.

**ARTICLE 9 :** Ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'intéressé et transmise à :

- Madame la Sous-préfète,
- Monsieur le Receveur Municipal,
- Madame la responsable des Ressources Humaines,
- Madame la coordinatrice des opérations de recensement,

Fait à Oloron Sainte-Marie, le 15 décembre 2025

Le Maire,

AFFICHÉ LE 16.12.2025



Bernard UTHURRY